L’avis des communistes sur le rapport Attali

12/01/2008 à 11h57

Pas de prospérité sans immigration

Croissance . Le rapport Attali prône l’ouverture du marché du travail aux étrangers, mais ne dit rien sur ce que seraient leurs droits et leur statut.

Le rapport de Jacques Attali, à qui le président de la République a confié la mission d’étudier la relance de la croissance, voire, dans le genre grandiloquent, la prospérité de la France, présentera 300 propositions le 23 janvier prochain. En attendant, au fil des jours, des bribes sont lâchées ici ou là, et plutôt dans le Figaro. Hier, il s’agissait de la relance de l’immigration et de la suppression des départements.

L’ancien conseiller de François Mitterrand reprend, après moult consultations et avec l’accord de la majorité des quarante personnalités de son aréopage, une idée qui lui est chère. Il l’avait exprimée dans une tribune du Monde, en 1997, et l’avait réaffirmée dans une interview à la Tribune en novembre dernier : « La France a besoin d’immigration, il faut s’ouvrir aux travailleurs d’Europe de l’Est, aux Chinois, aux pays d’Afrique. Sans cela, toutes nos belles discussions sur le financement des retraites n’auront pas de sens. » Cette idée s’appuie sur les études de l’ONU affirmant le besoin de main-d’oeuvre fraîche dans l’Europe vieillissante. Des besoins qui, en France, sont estimés par Bercy à l’horizon 2015, à 750 000 personnes par an. Par conséquent, l’immigration correspond à un besoin économique ; elle est un facteur de développement de la population, une source de création de richesses, et donc de croissance.

suite